

le traité de Madrid. L'article secret , relatif aux contributions , reçut son exécution complète.

Nous avons rapporté certaines particularités de la campagne de 1801 , non que de pareils détails offrent le moindre intérêt sous le rapport de la science de la guerre ; mais il était utile d'arrêter l'attention du lecteur sur l'insignifiance du déploiement des forces régulières de l'Espagne et du Portugal , à une époque voisine de la catastrophe commune à ces deux monarchies. La cour de Lisbonne , regardant l'agression des Espagnols comme un jeu , avait négligé de réparer et d'approvisionner les forteresses. Jerumenha , si important à cause du passage du Guadiana , était gardée par une compagnie de soixante chasseurs. Dans Olivença , place à neuf bastions , il n'y avait sur les remparts que six canons en état de servir.

Pendant la courte durée des hostilités , les chefs militaires firent preuve d'ignorance , et les troupes qui furent engagées combattirent avec peu de vigueur. Même à Campo-Mayor , dont

on a vanté la résistance, le gouverneur capitula sans que les assiégeans eussent ouvert la tranchée ; et le jour de la reddition de la place fut un signal de réjouissance pour la garnison. Il n'entra en campagne que moitié à peu près de la milice, faute de fusils pour armer tout le monde. Pas une main patriote n'empoigna la pique des ordonnances, le *chuço* tant redouté jadis par les envahisseurs ; au contraire, les paysans de l'Alemtejo restèrent dans leurs maisons pour héberger les soldats espagnols. L'espoir de la paix avait frappé le gouvernement d'une imprévoyance apathique qui se communiqua à la multitude. Cependant, un peuple et une armée n'encourent pas impunément le mépris des autres peuples et des autres armées. Les Français avaient appris le chemin qui mène de leur pays en Portugal. Ils devaient le retrouver quand il en serait temps.

Pinto reçut, après la signature du traité de Badajoz, le titre de vicomte de Balsemao, et fut le chef nominal du cabinet. Don Rodrigo

en était l'âme. Sur lui, comme secrétaire d'État des finances, pesait le plus lourd fardeau. Il avait trouvé, en prenant ce ministère, le trésor obéré et un papier-monnaie en circulation. Pour couvrir les dépenses de la guerre et la contribution de la paix, il se vit obligé de négocier un emprunt en Hollande. Les diamans de la couronne furent engagés en nantissement de cette dette. On inventa des taxes extraordinaires. Ni la noblesse, ni le clergé, n'en furent exempts. Le ministre osa même porter la main sur les biens des orphelins, des absens, sur le fonds provenant des successions en litige, et substituer dans toutes les caisses le papier au numéraire : donnant par-là un pernicieux exemple à ceux qui devaient plus tard puiser aux mêmes sources avec des vues moins désintéressées.

ON rapporte à cette époque la conception du projet de transférer la cour de Portugal au Brésil. C'est une opinion reçue parmi les

hommes éclairés sur ce point d'histoire, que les mesures financières de Don Rodrigo avaient pour principal objet de se procurer et rendre disponible entre les mains du souverain, pour une éventualité quelconque, une forte partie du numéraire métallique, existant dans le royaume. Pourquoi répugnerait-on à croire qu'un ministre, dont l'habileté n'est pas contestée, prévoyait que son prince faible et désarmé, serait écrasé tôt ou tard par l'action réciproque des deux colosses qui se disputaient le monde ? D'ailleurs, la pensée de chercher, pour les souverains de la Péninsule, un refuge au-delà des mers n'était pas nouvelle. Elle avait pris naissance dans la tête de notre immortel Vauban qui la suggéra à Philippe V, après la levée du siège de Barcelone ; en 1706, Don Luiz da Cunha, ambassadeur de Portugal en France, vers le milieu du siècle dernier, l'approprià à la situation particulière de son souverain, et chercha à démontrer que la translation du siège du gouvernement en Amérique, serait

avantageuse à la monarchie. On s'en souvint lors du tremblement de terre de Lisbonne. On en parla encore à l'ouverture de la campagne de 1762. Le projet pouvait être défendu de jour en jour avec plus d'avantage, parce que le Brésil, croissant en population et en richesse, acquerrait chaque jour une plus grande importance parmi les États soumis au sceptre de la maison de Bragance.

Il n'est pas de notre sujet d'examiner s'il convient à une nation que son souverain porte plusieurs couronnes, ni jusqu'à quel point dépend du bon plaisir du monarque, le choix du lieu où il fixera sa cour. Les Brésiliens et les Portugais, formaient un même peuple coupé en deux par l'Océan. On pouvait sans crime considérer l'Amérique comme un refuge, mais pour un avenir éloigné, et seulement après la dernière épreuve et le dernier combat. C'eût été un noble spectacle que celui d'un chef de nation, défendant avec les ressources du talent et l'énergie du désespoir l'héritage de ses

aïeux, et, lorsque les débris de la patrie auraient été acculés à la mer, arrivant aux vaisseaux à travers l'embrasement de Lisbonne, pour aller préparer la vengeance sur une terre encore nationale, et reporter à leurs foyers dans des jours meilleurs ses pénates mutilés.

Tout en contemplant dans le lointain le Portugal d'Amérique, Don Rodrigo ne négligeait pas l'amélioration du Portugal d'Europe. Lisbonne lui est redevable de l'établissement d'une garde de police et de l'éclairage des rues. Ses opinions et ses plans étaient appuyés dans le conseil par Don Joao de Almeida, qui, après la disgrâce du duc de Lafoës, avait, suivant l'usage, réuni le portefeuille de la guerre à celui des affaires étrangères. Don Joao ne manquait pas d'habileté, mais il était d'un tempérament nerveux; plein de préventions, et sujet à des bouffées alternatives d'irritation et d'abattement. La campagne de 1801 avait appris combien peu le Portugal devait faire fond sur l'armée. On proposa, et le ministre adopta une nouvelle

il n'est pas de notre sujet
d'examiner s'il conviendrait à une
nation que son souverain porte
plusieurs couronnes, ni jusqu'à
quel point de gens de bon
plaisir du monarque le devoir
de lui en fit faire sa cour. Et

~~Les princes qui ont hérité de leur père
plusieurs royaumes ne se croient liés
par aucun devoir à tenir leur cour
dans un lieu plutôt que dans un autre. Non
d'après les lois de leur pays, mais
selon les usages de leur cour. Il n'est pas de
notre sujet d'examiner jusqu'à quel point
cette prétention ^{fondée sur le bon plaisir} est
avis de droit des gens. Les Britanniques et~~

les Français, formant une ~~seule nation~~ ^{seule nation} sur même peuple
séparés en deux par l'Océan. On pourroit
sans crime considérer l'Amérique comme
un refuge, mais pour un avenir loigné,
et seulement après le dernier épisode et le
dernier combat: c'est de un noble specta-
cule que celui d'une ~~peuple~~ ^{peuple} chef de nation
défendant avec la ressource de la
telle et l'énergie de l'Ohio, le partage
~~de sa~~ ^{de sa} pays, et, lorsque les débris
de la patrie auroient été accablés à la
mer, arrivant sous voiles à travers
l'embrasement de la bombe, pour aller ~~se~~ ^{se}
~~voir~~ ^{voir} la vengeance sur une terre couverte
nationale et repostée à leur foyer, dans
de foyes meilleurs ou pénales mutuels

Tome II,

Pages 111 et 112.



organisation , son plan embrassait le recrutement qui devait être basé sur un recensement exact de la population , et purgé des abus qui , en Portugal plus qu'ailleurs , empoisonnent les institutions les plus salutaires , en outre la refonte des milices , la mise en harmonie du système des ordonnances avec le service des troupes de ligne , l'introduction des manœuvres usitées chez le peuple qui a poussé le plus loin la science des armes ; en un mot , toutes les branches de la constitution militaire. Ce travail repart , pour la rédaction , entre un certain nombre d'officiers capables , allait être mis au jour , lorsque le ministère fut renversé.

LA paix d'Amiens n'avait été qu'une suspension d'armes entre l'Angleterre et la France. Le premier coup de canon qui fut tiré sur mer recommença les embarras de la cour de Lisbonne , elle voulut d'abord se replacer sous l'égide accoutumée à la protéger ; mais avant de prendre des engagements , les ministres bri-

tanniques envoyèrent en Portugal des officiers instruits pour examiner l'armée et faire un rapport sur la coopération que pourraient en attendre les forces anglaises qu'on emploierait à la défense. Pendant ce temps, et pour effrayer toute la Péninsule, un corps de troupes de quinze à dix-huit mille hommes, fut rassemblé à Bayonne, sous les ordres du général Augereau. Les démonstrations de la France, et les tergiversations de l'Angleterre déterminèrent le prince régent à se renfermer dans les bornes d'une stricte neutralité. Ce n'était pas assez pour le premier consul; suivant sa politique, la continuation des relations commerciales d'un état du continent avec la Grande-Bretagne, équivalait à un état d'hostilité déclarée. Il demanda que le Portugal fermât ses ports aux vaisseaux anglais, ainsi qu'il avait été stipulé dans les traités de Badajoz et de Madrid. Le général Lannes, son représentant à Lisbonne, présenta à ce sujet des notes menaçantes, que rendait plus menaçantes encore

la brusquerie de l'ambassadeur. Ce loyal guerrier, peu familier avec les formes de la diplomatie, combattait les Anglais et leurs auxiliaires dans le cabinet, avec le même emportement qu'il eût mis à les attaquer sur un champ de bataille. Or, Don Joào de Almeida, qui était arrivé au ministère par l'ambassade de Londres, était regardé comme le coryphée du parti opposé à la France. Sur le refus que fit Lannes de traiter avec lui désormais, refus accompagné d'une demande formelle pour que les ports fussent fermés à l'instant aux vaisseaux de l'Angleterre, le prince régent retira le portefeuille à son ministre. Le renvoi de Don Joào fut suivi de la démission de Don Rodrigo de Souza. Dans le mois de septembre 1803, le Portugal s'engagea de payer à la France un million de francs par mois tant que durerait la guerre maritime.

Luiz Pinto, vicomte de Balsemao, mourut en 1804. Il ne resta plus de l'ancien ministère que le vicomte d'Anadia, personnage insigni-

fiant. Don Rodrigo et Don Joào furent remplacés; l'un aux finances par Luiz de Vasconcellos e Souza qui administra d'abord avec le titre de président du trésor royal, l'autre aux affaires étrangères et à la guerre par Antonio de Araujo e Azevedo, qui rapportait de sa longue carrière diplomatique sur le continent de la modération, du liant et un goût exquis pour la littérature et les beaux-arts. Don Diogo de Noronha, comte de Villaverde, fut secrétaire d'état de l'intérieur, avec le titre de premier ministre. Ce Fidalgue, déconsidéré même parmi ceux de sa classe à cause du désordre de sa vie, exerça pendant deux ans sur l'esprit du prince régent un ascendant qu'aucun autre ministre n'avait encore obtenu.

Le crédit du comte de Villaverde fut balancé quelque temps par une autre influence beaucoup plus surprenante. Depuis la signature du traité de neutralité, l'ambassadeur Lannes avait gagné la bienveillance particulière du régent de Portugal, et il a prouvé depuis qu'il

la méritait. Ces rapports nouveaux ne firent qu'inspirer au prince une plus grande défiance de lui-même. Dès que la France eut repris les formes de la monarchie, il s'empressa d'envoyer un ambassadeur extraordinaire saluer l'empereur Napoléon. Précisément à cette époque, la guerre éclata entre l'Angleterre et l'Espagne. Lannes avait quitté l'ambassade. Il fut remplacé par le général Junot. La cour de Lisbonne satisfaisait avec ponctualité à ses engagements, et, quoique toujours attachée aux Anglais par la communauté des intérêts, elle était courbée ostensiblement sous le joug de la France.

Dans cette attitude de résignation, on en vint à considérer la force militaire comme un attirail inutile. C'est bien assez, disait-on dans les conseils du gouvernement, de payer des subsides à la France, sans encore entretenir à grands frais une armée qui ne doit pas combattre et qui peut attirer le danger. Le chevalier d'Araujo reprit en sous-œuvre dans les pro-

jets de son prédécesseur les détails qui avaient le moins d'importance. Il numérotait les régimens et changea l'uniforme. L'armée fut formée en trois grandes divisions du nord, du centre et du sud, dans lesquelles se correspondaient l'infanterie et la cavalerie perpétuellement embrigadées, les écoles d'artillerie, les régimens de milice et les brigades d'ordonnances. Le ministre fit faire des inspections qui diminuèrent l'effectif des corps. Vu la pénurie des finances, il fut agité si on ne réduirait pas l'établissement au nombre de soldats strictement nécessaires pour la police intérieure du royaume.

CEPENDANT les armées conquérantes de Napoléon ravageaient l'Allemagne en attendant que le tour du Portugal fût venu. Le prince régent, touchant au moment où les dangers de la patrie réclameraient le développement de toutes ses facultés, fut frappé de débilité physique et d'appauvrissement moral. Il avait été dès l'enfance sujet à des vertiges. Son humeur tourna

à la mélancolie. On le fit voyager , afin de le distraire , et les promenades de santé qu'il fit sur la frontière aux environs de sa maison de plaisance de Villa-Vicosa passèrent dans les journaux pour des visites de places fortes. Le mal empira au point d'obliger le malade à renoncer au cheval et à la chasse , ses exercices favoris. Vers la fin de 1805 , il supprima les audiences publiques du jeudi et bientôt après celles du matin en allant à la messe et en revenant. Ce fut un sujet de douleur pour les Portugais de toutes les classes accoutumés à voir leur prince , à lui demander l'aumône et à en être accueillis avec bonté. Il devint inabordable même pour les ministres qu'il recevait mal et pour les officiers de la maison qu'il ne recevait pas du tout. On eût dit que prévoyant une séparation prochaine , il cherchait d'avance à se faire oublier de son peuple.

La maladie du régent fit éclore des espérances qui seront appelées factieuses ou patriotiques suivant l'aspect sous lequel on les envisagera.

Si le prince devenait incapable de gouverner, et l'on devait s'y attendre après l'exemple déplorable de la reine, la régence passait de droit à sa femme Charlotte de Bourbon, infante d'Espagne. Cette princesse, connue par la fermeté de son caractère, eut alors une cour de Fidalgues qui désapprouvaient la politique du gouvernement. On citait, parmi ceux qui désiraient le plus un changement, Don Thomas José Xavier de Lima, marquis de Ponte de Lima, petit-fils du ministre, Don Miguel de Assis Mascarenhas, comte de Sabugal, jeune homme plein d'élan; et à la tête de tous, Don Pedro de Almeida, marquis d'Alorne. Nous avons eu plusieurs fois l'occasion de parler de ce dernier personnage. Issu de deux familles que Pombal avait foudroyées, il se portait pour ennemi du pouvoir ministériel. Il avait voyagé, et, en voyant l'étranger, il n'avait pas appris à mépriser ses compatriotes. Doué d'un esprit vif, rencontrant quelquefois juste, entreprenant tout et ne finissant rien, poussant la

piété jusqu'à la superstition, sévère de morale et dérangé dans sa maison, léger, superficiel comme un marquis français, mais croyant à la patrie, chaud de cœur et chevalier brave et loyal, Alorne retraçait dans sa personne l'abrégé des qualités et des travers de la nation portugaise. Il se chargea d'expliquer à la princesse Charlotte les lois anciennes sur la régence et de la prémunir contre des tentatives qui seraient faites pour perpétuer le pouvoir dans des mains inhabiles. Il ne manqua pas de proposer pour modèle à l'infante d'Espagne cette autre Castillane Dona Luisa Francisca de Guzman, femme de Jean IV, qui avait tant contribué par ses héroïques conseils à la restauration de la maison de Bragance. Deux hommes de loi d'un mérite distingué furent accusés d'avoir rédigé, sous l'influence du marquis, un décret qui proclamait la princesse régente du royaume.

Sur ces entrefaites, la santé du prince s'améliora. Lorsqu'il eut retrouvé assez de calme pour

s'occuper des affaires, on lui raconta l'espèce de conspiration qui avait été tramée pendant sa maladie. Le marquis d'Alorne et plusieurs autres reçurent défense de paraître à la cour. Le premier ministre, comte de Villaverde, ordonna une enquête judiciaire que sa mort, survenue en ce temps-là, empêcha de terminer.

ON était remis de la secousse que cette intrigue avait donnée à l'opinion. L'intérieur ne présentait plus d'occasion de trouble, ni l'extérieur de sujet de crainte, lorsque le 14 août 1806 une flotte anglaise commandée par lord Saint-Vincent parut à l'embouchure du Tage. Six vaisseaux seulement remontèrent le fleuve. Il ne pouvait pas, d'après les traités, en entrer davantage. Le comte de Rosslyn, envoyé extraordinaire, le même qui, portant le nom de Wedderburne, avait été autrefois l'un des plus ardents instigateurs de la guerre entre l'Angleterre et ses colonies de l'Amérique du nord, débarqua à Lisbonne. Admis

dans le conseil du prince régent, il annonça que c'en était fait du Portugal, qu'une armée française, réunie au pied des Pyrénées, était prête à l'envahir; que la conquête était partagée d'avance entre le roi d'Espagne et le prince de la Paix. « Ce grand projet, ajoutait-il, a été » confié par Talleyrand à lord Lauderdale, » chargé d'une mission diplomatique à Paris. » Les ministres de S. M. britannique n'ont pu » entendre de sang-froid le péril que courent » leurs anciens alliés; ils ne perdent pas un » moment pour venir au secours. Un corps » d'armée de douze mille hommes, sous le » commandement du lieutenant-général Si- » mœoé, s'embarque en ce moment à Ports- » mouth; il arrivera sous peu de jours à Lis- » bonne. En attendant, le gouvernement por- » tugais peut puiser à discrétion dans le trésor » de l'Angleterre les sommes dont il aura be- » soin pour préparer la défense du pays. »

La mission extraordinaire du comte de Rosslyn, la présence d'une flotte commandée par

le plus habile amiral de la Grande-Bretagne, l'offre d'une armée, en un mot, tout cet empressement et cette bienveillance, reposaient sur un fond imaginaire. Le prétendu rassemblement aux Pyrénées consistait en deux bataillons italiens en garnison à Bayonne. L'Empereur Napoléon, loin de penser à prendre le Portugal, se donnait alors tout entier aux préparatifs de la guerre de Prusse. Mais, pour cela même, une diversion dans le midi de l'Europe convenait à l'Angleterre; elle espérait que la présence d'un corps de ses troupes en Portugal fixerait l'irrésolution du cabinet de Madrid justement effrayé des envahissemens de la France. Cette illusion se rattachait à des combinaisons politiques que nous aurons l'occasion de développer lorsque nous traiterons de l'état de l'Espagne à cette époque. Au reste, quel que fût le succès de la tentative, les frais de l'armement ne pouvaient être perdus; il y avait assez d'autres pays où les forces de terre et de mer pouvaient être employées contre les Français.

Le prince régent, tout en protestant de sa reconnaissance pour l'amitié empressée de S. M. britannique, déclina des offres qui pouvaient le compromettre. Il ne resta au négociateur anglais qu'à déplorer l'aveuglement de la cour de Lisbonne. La flotte de lord Saint-Vincent s'éloigna. L'expédition de Portsmouth fut envoyée en Sicile.

Parce qu'on venait d'éviter un écueil, on crut en Portugal avoir sauvé le vaisseau de l'État. Depuis la reprise des hostilités entre l'Angleterre et l'Espagne, le commerce d'entrepôt de la Péninsule et d'une partie de l'Europe s'était fixé à Lisbonne. Il entraît chaque année dans le Tage cent quarante mille balles de coton, dont soixante-dix mille servaient à alimenter les fabriques de la France. Les anciens magasins ne suffisant pas pour renfermer les marchandises, on en avait construit de plus vastes sur les places et sur les quais. La ville s'agrandissait; la prospérité publique, symbole extérieur de la sagesse des conseils, semblait

justifier l'imprévoyante résignation du gouvernement.

C'EST ainsi que le Portugal descendait mollement dans l'abîme. Le bruit de l'Europe qui s'écroulait parvenait à peine jusqu'au solitaire palais de Mafra. Napoléon mit en interdit les îles britanniques. Cette mesure violente détruisait la neutralité de tous les États du continent. Elle détermina le gouvernement du prince régent à équiper une flotte dans le port de Lisbonne; mais l'armée resta incomplète et disséminée. Le peuple ne sut même pas que la France refusait d'admettre aux négociations de Tilsit l'envoyé de son souverain. En vain le cri d'alarme fut-il poussé du dehors. Dumouriez, ce général qui montra le premier aux Français républicains le chemin de la victoire, Dumouriez adressa de Londres à la nation portugaise un écrit ¹, fort de vérité et de prévoyance, pour

¹ Dumouriez a, pendant l'année 1776, parcouru le Portugal dans tous les sens. Nous avons rencontré, quarante-deux ans après, au fond de la Beira-Baixa,

l'avertir de la catastrophe qui la menaçait et lui faire offre de son épée. On ne permit pas à la voix du guerrier de résonner dans l'enceinte de Lisbonne. La gazette de la cour était la seule boussole politique de la masse des habitants. Les ministres crurent qu'ils n'avaient plus de devoirs à remplir lorsqu'ils eurent pourvu

deux vieillards qui lui avaient servi de guides et qui nous ont dit avec quelle activité d'esprit le jeune officier français s'enquérât des localités et des institutions. Les observations recueillies dans ce voyage sont consignées dans un ouvrage intitulé *État présent du royaume de Portugal en 1766*, qui a été imprimé à Lausanne en 1775. Ce petit volume, malgré une foule de négligences et même quelques erreurs graves, renferme des notions précieuses qu'on pouvait considérer comme des découvertes à l'époque où elles ont paru.

En 1807, le général Dumouriez végétait à Londres, oublié de l'Europe. Il lui vint en pensée de se présenter aux Portugais pour détourner l'orage prêt à fondre sur eux. Le moment était favorable. Leurs deux maréchaux d'armée, Goltz et Vioménil, étaient absents et ne tenaient plus au pays que par la pension qu'on leur payait. Parmi les autres officiers-généraux nationaux ou étrangers au service du Portugal, il n'y

à la fuite du prince et d'une centaine de courtisans.

Un peuple livré pieds et poings liés à la

avait personne qui, par sa position et encore moins par sa réputation, pût prétendre à commander une armée en chef. Dumouriez avait soixante-huit ans, c'était bien vieux pour faire la guerre des montagnes; mais son tempérament robuste le rassurait, et il avait conservé la jeunesse de l'imagination et la verdure du talent.

Pour entrer en matière, Dumouriez fit imprimer un narré rapide des *Campagnes du maréchal de Schomberg, en Portugal, depuis l'année 1662 jusqu'en 1668*; avec cette épigraphe : *C'est au cœur que je parle et non pas à l'esprit*. L'ouvrage commençait et finissait par une philippique contre la France. Le vieux général de la révolution connaissait mieux les Portugais qu'ils ne se connaissaient eux-mêmes. Il savait ce qu'on peut faire avec une nation passionnée, sur une terre hérissée de difficultés et de places fortes, où tous les hommes sont soldats en naissant. Il prévoyait qu'un prince faible, embarrassé de faibles entours, hésiterait à prendre une détermination courageuse; mais il espérait qu'à l'approche de l'étranger, le peuple se lèverait contre les courtisans prêts à sacrifier le nom portugais.

merci des ennemis, voilà ce qu'on a vu sous la compression d'un despotisme taciturne, et ce qui n'arrivera jamais dans un pays de liberté. La publicité des actes du pouvoir et la circulation facile de la pensée écrite sont les sauvegardes de l'indépendance des nations. On ne saurait mesurer l'énergie défensive de citoyens toujours armés qui se gouvernent eux-mêmes suivant des formes constitutionnelles. Aux Portugais enthousiastes et communicatifs, il n'y aurait eu, s'ils eussent été libres, qu'un mot à dire : *Voilà l'ennemi!*

l'absence des garanties, soit ce qu'on a vu sous la
compression d'un despotisme tacite, et ce
qui n'aurait jamais dans un pays de liberté.
La publicité des actes du pouvoir et la circu-
lation libre de la presse écrite sont les sauve-
gardes de l'indépendance des nations. On ne
saurait mesurer l'énergie défensive de citoyens
toujours armés qui se gouvernent eux-mêmes
suivant des formes constitutionnelles. Aux Por-
tugais catholiques et monarchiques, il n'y
avait qu'à s'ils ont des frères, qu'un mot à
dire : Voilà l'ennemi !

Il est évident que le gouvernement portugais
est un gouvernement monarchique et catholique.
C'est ce qui a été prouvé par les faits.
Le roi est le chef de l'État, et le pape est le
chef de l'Église. Le gouvernement est
responsable devant le roi et devant le pape.
C'est ce qui a été prouvé par les faits.
Le roi est le chef de l'État, et le pape est le
chef de l'Église. Le gouvernement est
responsable devant le roi et devant le pape.
C'est ce qui a été prouvé par les faits.

LIVRE QUATRIÈME.



ESPAGNE.

SOMMAIRE.

Notions générales sur la Péninsule espagnole. — Le mariage de Ferdinand et d'Isabelle réunit les Espagnes. — Expulsion des Juifs et des Maures. — Tentatives pour les libertés publiques. — L'Espagne en proie à des souverains étrangers. — Établissement de la maison de Bourbon sur le trône d'Espagne. — Guerre de la succession. — Abolition des privilèges d'Aragon. — Gouvernement des Bourbons. — Règne des successeurs de Philippe V. — Situation de l'Espagne, depuis la paix d'Utrecht jusqu'à la révolution française. — Règne de Charles IV et de la reine Marie-Louise. — Ministère du comte Florida Blanca et d'Aranda. — Ministère d'Emmanuel Godoy, duc d'Alcudia. — Guerre de l'Espagne avec la république française. — Le pacte de famille renouvelé. — Renvoi du prince de la Paix du ministère. — Campagne de 1801 contre le Portugal. — Paix d'Amiens. — Renversement du trône de Naples. — Manifeste belliqueux du prince de la Paix. — Puissance militaire régulière de l'Espagne. — Mœurs et habitudes du soldat espagnol. — Discipline. — Avancement. — Officiers généraux. — État-major. — Administration de l'armée. — Maison du roi. — Infanterie. — Cavalerie. — Artillerie. — Ingénieurs. — Direction des affaires militaires. — Désaveu du manifeste de Godoy après la bataille d'Iéna. — Envoi en France d'un corps de seize mille Espagnols. — Nouvelles faveurs accordées au favori. — Portrait d'Emmanuel Godoy. — Caractère de la nation espagnole. — Noblesse. — Clergé. — Ordre moyen. — Classe inférieure. — Considérations générales.

LIVRE QUATRIÈME.



ESPAGNE.



L'HISTOIRE de l'Angleterre offre le témoignage de ce que peuvent des circonstances topographiques favorables, des institutions libres et un bon gouvernement pour rendre un peuple fort, puissant, heureux, pour presser et hâter le développement des facultés qui lui sont naturelles, pour les diriger vers la grandeur et la prospérité. Nous allons voir en Espagne des institutions vicieuses et des gouvernemens corrompus dégrader, abrutir la plus noble des nations européennes, et la condamner, dans l'avenir, à un malaise obscur ou à des calamités éclatantes.

S'il est un pays favorisé par la nature, c'est

la Péninsule. Un beau ciel, une terre fertile, l'Océan qui l'entoure, ouvert à ses flottes et à son commerce, l'espace étroit qui la sépare du continent fermé par les Pyrénées, rien ne manque à ses moyens de prospérité et de défense : les anciens y plaçaient le paradis terrestre. Ce pays des dieux est habité par un peuple brave, généreux, tempérant, vrai, loyal, susceptible d'une grande exaltation morale, capable de recevoir les meilleures impulsions, n'ayant de défauts que ceux que le despotisme et la superstition donnent, possédant toutes les qualités dont il n'a pas été au pouvoir des rois et des prêtres de le dépouiller.

Ce beau pays, qui semblait par sa position devoir être à l'abri des invasions et des ravages, y a été plus sujet que tout autre ; il a presque toujours été gouverné par des races et des influences étrangères. Englouti avec le reste de l'Europe d'abord par les Romains et puis par l'invasion du nord, il a ensuite été ravagé par l'ouragan du midi. Les Arabes de